



Communiqué de presse  
Bruxelles, le 16 novembre 2022



## Analyse MAHA 2022

Le secteur hospitalier reste lourdement fragilisé,  
même après la crise sanitaire.  
Chiffres de 2021 et premier aperçu pour 2022

Après deux années particulièrement intenses liées à la pandémie de Covid-19, les hôpitaux belges sont à nouveau mis à rude épreuve. Leurs factures d'énergie ont considérablement augmenté, au même titre que les coûts salariaux sous l'effet des indexations automatiques des salaires. L'explosion des coûts dans le secteur de la construction et la hausse des taux d'intérêts ne les aident par ailleurs pas à procéder aux investissements indispensables. Sans compter que le secteur se trouve confronté à une cruelle pénurie structurelle de personnel, obligeant même certains hôpitaux à fermer des services.

Nous avons épluché les comptes 2021 des hôpitaux généraux et les avons étoffés avec les premiers résultats d'une enquête concernant le premier semestre 2022.

### **Les hôpitaux n'ont toujours pas retrouvé le niveau d'activité prévalant avant la crise sanitaire.**

Rappelons qu'en 2020, l'activité des hôpitaux s'était fortement contractée : les hôpitaux n'avaient, en effet, eu d'autre choix que de réduire, à différents moments, les soins non urgents pour pouvoir réserver une capacité suffisante aux patients atteints du coronavirus. Les admissions classiques ainsi que les hospitalisations de jour ont enregistré en 2020 un recul de 18,2 % en moyenne dans l'ensemble des hôpitaux de Belgique.

Deux ans plus tard, l'activité n'a toujours pas complètement renoué avec ses niveaux d'avant Covid. Les admissions classiques – avec nuitée(s) – accusent toujours un retard de 9,3 % en 2021 et de 8,6 % au premier semestre de cette année par rapport à leur niveau avant la pandémie. Nous observons cependant de grandes disparités entre les hôpitaux : alors que les admissions classiques sont en baisse de 15 % dans 16 hôpitaux, elles s'inscrivent en hausse par rapport à 2019 dans deux institutions hospitalières.

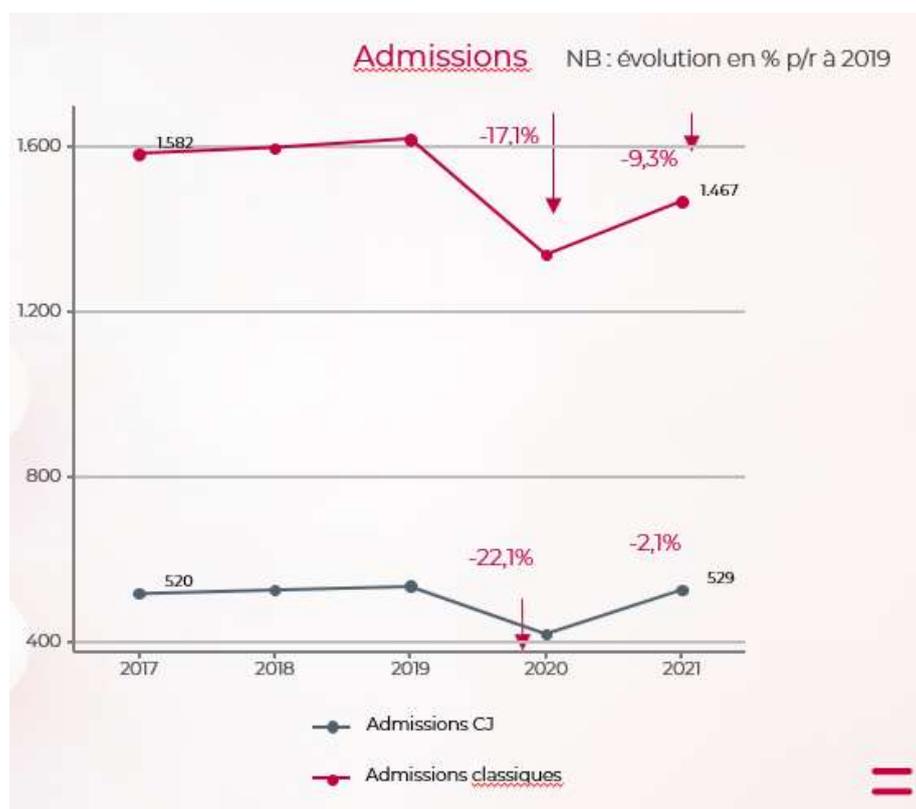
Cette contraction du nombre d'admissions classiques a, bien évidemment, des répercussions sur le taux d'occupation du nombre total de lits, qui a chuté de 72,1 % en 2019 à 64,7 % en 2021. La durée du séjour continue elle aussi à diminuer. En 2021, les patients ne restaient hospitalisés que 5,1 jours en moyenne contre 5,3 jours en 2019.

Les hospitalisations de jour remontent plus rapidement à leur niveau d'avant crise que les hospitalisations classiques. La pandémie a en effet poussé les hôpitaux à intensifier l'hospitalisation de jour pour compenser la réduction de l'activité classique. Cette évolution est particulièrement perceptible au niveau de l'hospitalisation de jour non chirurgicale (par exemple, pour les traitements oncologiques) dont le nombre d'admissions est en 2021 de 7,1 %

**Belfius**



supérieur au niveau atteint en 2019. Cette tendance s'accroît encore en 2022 (+8,6 % au premier semestre par rapport à la même période en 2019).



### Chiffre d'affaires 2021 : une année de transition après le *stress test* du secteur en 2020 à la suite de la pandémie

En 2020, le gouvernement fédéral était intervenu pour aider les hôpitaux à faire face à la perte financière liée à la forte baisse d'activité et pour les maintenir à flot. Sans ces avances de trésorerie (pour un montant de 2 milliards d'euros), pratiquement tous les hôpitaux se seraient retrouvés dans le rouge. Il ne s'agissait cependant pas d'un chèque en blanc : cette avance fera l'objet d'une régularisation sur la base d'un décompte précis en 2023/2024. Entre-temps, les hôpitaux ont pu aller puiser dans ces avances de trésorerie pour couvrir leurs coûts et prestations spécifiques liés à la pandémie.

Compte tenu du caractère exceptionnel de l'année 2020, nous comparons les résultats financiers des hôpitaux généraux avec ceux de 2019. **En 2021, le chiffre d'affaires a progressé d'un peu moins de 10 %** par rapport à cette année de référence.



La hausse du chiffre d'affaires est surtout soutenue par le Budget des Moyens Financiers (BMF) qui s'est inscrit en hausse de 12 %. Les hôpitaux utilisent ce BMF pour couvrir les frais liés au fonctionnement général de l'hôpital (de la fonction hôtelière aux soins infirmiers).

L'importante progression du budget des moyens financiers en 2021 s'explique par les différentes mesures adoptées par le gouvernement fédéral pour un réinvestissement en faveur de la qualité des soins et du personnel soignant en particulier. Le Fonds « blouses blanches » prévoit un meilleur encadrement du personnel infirmier et une augmentation du nombre de soignants et du personnel de soutien au chevet des patients. De nouveaux barèmes salariaux (IFIC), entre autres, ont par ailleurs été instaurés dans un souci de revalorisation de la profession des soins de santé. Deux indexations salariales entre 2019 et 2021 ont également contribué à l'accroissement du BMF. Ces moyens complémentaires se retrouveront donc principalement dans les coûts de personnel.

Mais la progression du chiffre d'affaires a également été soutenue par d'autres catégories de revenus. Nous avons pu observer une augmentation des revenus tirés des produits pharmaceutiques (+11,2 %), des honoraires générés par les médecins (+8 %) et des forfaits INAMI (+8,1 %).

En million d'EUR	2019	2020	% Evolution	2021	% évol (p/r à 2019)
<b>Chiffre d'affaires</b>	16 224	16 546	2,0%	17 807	9,8%
BMF avances fédérales incl.	5 635	6 574	16,6%	6 312	12,0%
Avances fédérales	0	832	-	-129	-
BMF + Rattrapages	5 635	5 742	1,9%	6 183	9,7%
Forfaits et conventions INAMI	709	710	0,1%	766	8,1%
Produits pharmaceutiques	3 093	3 081	-0,4%	3 440	11,2%
Financement infras entités fédérées	39	54	40,1%	61	58,5%
Montant global prospectif	429	368	-14,3%	437	1,8%
Honoraires	6 179	5 653	-8,5%	6 676	8,0%
Suppléments de chambre	140	107	-23,8%	115	-18,1%

D'autre part, **les coûts d'exploitation progressent également par rapport à 2019 (+10,0 %)**, soit un rythme très légèrement supérieur au chiffre d'affaires (+9,8 %). Cette évolution est principalement imputable aux **frais d'achat** (25,6 % du chiffre d'affaires) qui progressent à un rythme encore plus élevé (+14%). Parmi ceux-ci, on pointera la progression des achats pharmaceutiques (+11,1 %) et des produits médicaux (+31 %) qui avaient déjà subi une progression importante en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire (masques buccaux, tests Covid-19, etc.).



En million d'EUR	2019	2020	% Evolution	2021	% évol. (p/r à 2019)
<b>Produits exploitation</b>	17 591	18 023	2,5%	19 368	10,1%
<b>Chiffres d'affaires</b>	16 224	16 546	2,0%	17 807	9,8%
Achats	4 011	4 137	3,1%	4 573	14,0%
Services et biens divers	5 619	5 420	-3,5%	6 083	8,3%
Rétributions médecins	4 065	3 806	-6,4%	4 301	5,8%
<b>Marge brute</b>	7 961	8 466	6,3%	8 712	9,4%
Rémunérations et charges sociales	6 760	7 102	5,1%	7 355	8,8%
Charges non décaissées et autres charges	1 102	1 217	10,4%	1 226	11,3%
<b>Résultat exploitation</b>	99	146	48,4%	131	32,6%

Au sein des services et biens divers (34 % du chiffre d'affaires), la rétrocession d'honoraires des médecins renoue avec une croissance de 5,8 % par rapport à 2019, après la forte baisse observée en 2020 (-6,2 %) à la suite de la pandémie.

La pénurie criante de personnel est un véritable casse-tête pour les hôpitaux.

Les rémunérations du personnel (41,5% du chiffre d'affaires) progressent de 8,8% par rapport à 2019. Cette évolution s'explique à concurrence de 5,9% par la progression du coût salarial moyen (dont 2 indexations) et de 2,9% par une croissance du nombre d'ETP (soit + 2.995 ETP par rapport à 2019).

**L'emploi direct** dans le secteur des hôpitaux généraux représente près de 104.917 ETP, auquel il convient encore d'ajouter le personnel intérimaire et le personnel mis à disposition par d'autres institutions publiques qui représentent près d'un millier d'ETP.

Selon notre enquête, le recours au personnel intérimaire a progressé de près de 75% depuis 2019, ce qui reflète les problèmes de pénurie du personnel hospitalier. Cette tension sur le marché du personnel soignant en particulier se traduit par l'évolution d'autres indicateurs de notre enquête. C'est ainsi que le **taux d'absentéisme** atteint en 2021 près de 10% (dont 6,1% pour les absences de longues durées). À titre indicatif, le taux d'absentéisme moyen (tous secteurs d'activités confondus) s'élève en Belgique à 6,13 % dont 3,24 % de moyenne durée<sup>1</sup>.

Dans le même temps, le secteur est confronté à des difficultés croissantes en matière de recrutement. Le **pourcentage d'emplois vacants** s'élève en moyenne à 4,5% de l'effectif total du personnel, ce qui représente un volume d'emplois manquants de 4.690 ETP (+36% par rapport à 2019).

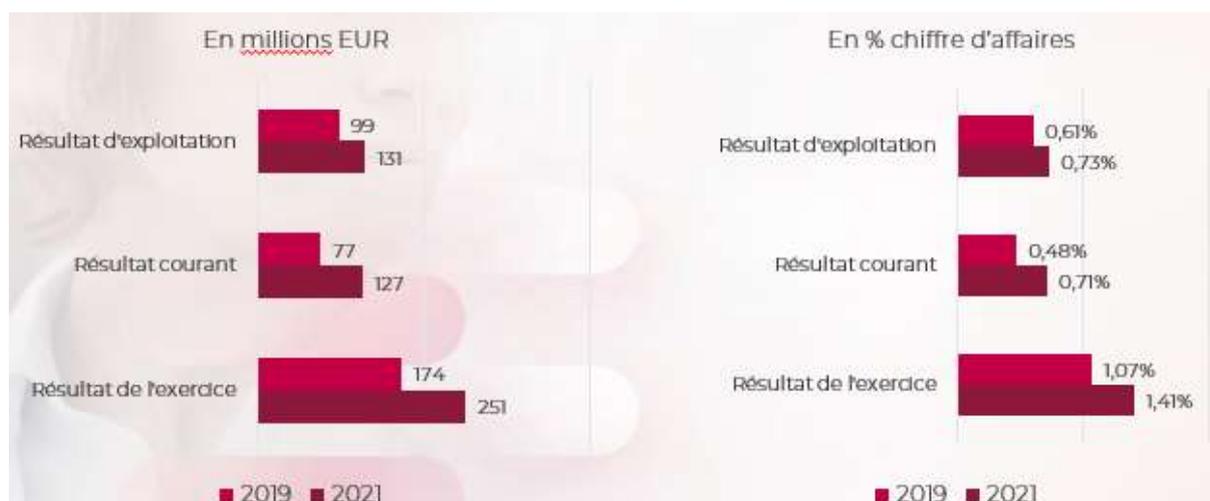
<sup>1</sup> Source : SD Worx, Rapport sur l'absentéisme pour cause de maladie 2021



Malgré les nombreuses mesures déjà prises par le Gouvernement (amélioration de l'encadrement via le Fonds blouses blanches, revalorisations salariales via les accords sociaux) et qui doivent encore se traduire pleinement sur le terrain, le secteur reste confronté à un problème majeur en termes de disponibilité de personnel. Cette situation très tendue au niveau des ressources humaines pèse indéniablement sur le fonctionnement de l'hôpital et peut aller, pour certaines institutions, jusqu'à la fermeture d'unités de soins, avec des conséquences non négligeables sur le niveau d'activité et donc sur le chiffre d'affaires.

### Résultats 2021 : les aides fédérales continuent à soutenir le secteur et à maintenir le résultat courant la tête hors de l'eau

Par rapport à 2019, les différents niveaux de résultats dégagés par les hôpitaux généraux présentent une très légère amélioration en 2021 mais les résultats restent très faibles en % du chiffre d'affaires (surtout pour le résultat d'exploitation et le résultat courant qui reflètent davantage la gestion opérationnelle de l'hôpital).



Le résultat courant des hôpitaux généraux (c.-à-d. hors éléments exceptionnels) s'établit à 127 millions EUR en 2021, en hausse de 50 millions par rapport à l'exercice 2019. En termes relatifs, le résultat courant reste sous la barre de 1% du chiffre d'affaires (0,7%), ce qui maintient les hôpitaux dans une grande fragilité financière. Et ceci d'autant plus qu'ils ont pu compter sur une aide fédérale évaluée à 129 millions EUR selon notre enquête auprès des hôpitaux. Sans cette intervention, le résultat courant pour l'ensemble du secteur se serait établi en léger déficit (- 2 millions EUR).

Rappelons qu'en 2020, cette aide fédérale s'était élevée, d'après les estimations des hôpitaux, à près de 830 millions EUR et avait permis de maintenir à flot la situation financière des hôpitaux. Sans cette intervention, la quasi-totalité des hôpitaux auraient dégagé un résultat courant déficitaire. En 2021, l'impact de cette aide fédérale aura été moins déterminante. Le nombre d'hôpitaux avec un déficit courant en 2021 passe de 24 (28%) à 44 (51%) si l'on ne tient pas compte de l'apport de l'aide fédérale.



## 2022 : un exercice qui suscite de fortes inquiétudes où des hôpitaux seront confrontés à d'importants chocs financiers

L'exercice 2022 s'annonce par contre plus problématique dans la mesure où les hôpitaux devront faire face à un choc financier très important en raison du niveau historique de l'inflation, responsable de la forte augmentation des coûts salariaux (une indexation fin 2021 qui exerce ses effets sur l'ensemble de 2022, 4 indexations salariales en 2022 et au moins 1 nouvelle indexation attendue en 2023), de l'envolée du prix de l'énergie, des consommables, des biens et services divers, mais aussi de l'explosion du prix des matériaux de construction.

Selon nos estimations (reposant sur notre enquête relative au 1<sup>er</sup> semestre 2022), **les coûts de l'énergie** supportés par les hôpitaux généraux devraient augmenter de 61%. Il s'agit d'un taux de croissance minimale pour l'exercice 2022 dans la mesure où les prix de l'énergie ont encore davantage augmenté et qu'un nombre croissant d'hôpitaux vont subir une révision de leur contrat de fourniture d'énergie.

Selon l'extrapolation des résultats dans notre enquête portant sur les résultats du premier semestre 2022, le résultat courant des hôpitaux généraux subirait une détérioration de 135 millions EUR par rapport au premier semestre 2021. On peut au minimum raisonnablement tabler sur un doublement de cette détérioration (soit 270 millions EUR) sur l'ensemble de l'exercice 2022, ce qui conduirait à un résultat courant déficitaire pour l'ensemble du secteur.

Pour certains hôpitaux publics ou structures mixtes (qui occupent du personnel statutaire), s'ajoute également le défi financier lié à la problématique des charges de pension compte tenu des perspectives annoncées relatives à l'évolution des cotisations de responsabilisations dues.

Par rapport à tous ces enjeux, le secteur est encore en attente des décisions des mesures de soutien gouvernementales qui pourraient atténuer la facture finale. Il faut toutefois être conscient que l'État et les entités fédérées ont déjà joué un rôle d'amortisseur financier en faveur du secteur très important (cf. supra) pendant cette pandémie de sorte que la marge de manœuvre pour de nouvelles interventions sera sans doute très limitée.

Bilan : une structure financière globalement saine mais de profondes disparités selon les institutions

Les hôpitaux généraux analysés présentent en 2021 un bilan agrégé de 22,3 milliards EUR, en progression de 6,1% par rapport à 2019, notre année de référence. La structure financière des hôpitaux reste globalement saine. La part des fonds propres (définis au sens strict, c-à-d sans les subsides pour investissement) par rapport au total du bilan s'établit à 24,2%, en amélioration par rapport à 2019 (23,6%) Il s'agit ici d'un taux moyen pour l'ensemble du secteur. Or, ce taux de solvabilité présente d'importantes disparités selon les institutions. C'est ainsi que 29 hôpitaux (soit 34%) ont une part de fonds propres inférieure à la « norme » communément admise de 20%.

Le **taux d'endettement financier**, soit le degré de financement des hôpitaux auprès du secteur financier, s'élève à 31,7% du total du bilan, soit un taux sensiblement inférieur à celui prévalant en 2019 (35,8%). Cette réduction s'explique principalement par le recul important des investissements au cours de ces dernières années, évoqué ci-dessous. Ce taux d'endettement moyen pour l'ensemble du secteur masque également de fortes disparités selon les institutions. C'est ainsi que 20 hôpitaux, soit 23% des institutions, présentent un taux d'endettement supérieur à 40%. Plus fondamentalement, en termes de capacité de remboursement, on relèvera que 13 institutions (soit près de 15%) ne dégagent pas un cash-flow suffisant en 2021 pour couvrir la partie de leur dette arrivant à échéance au cours de l'exercice.

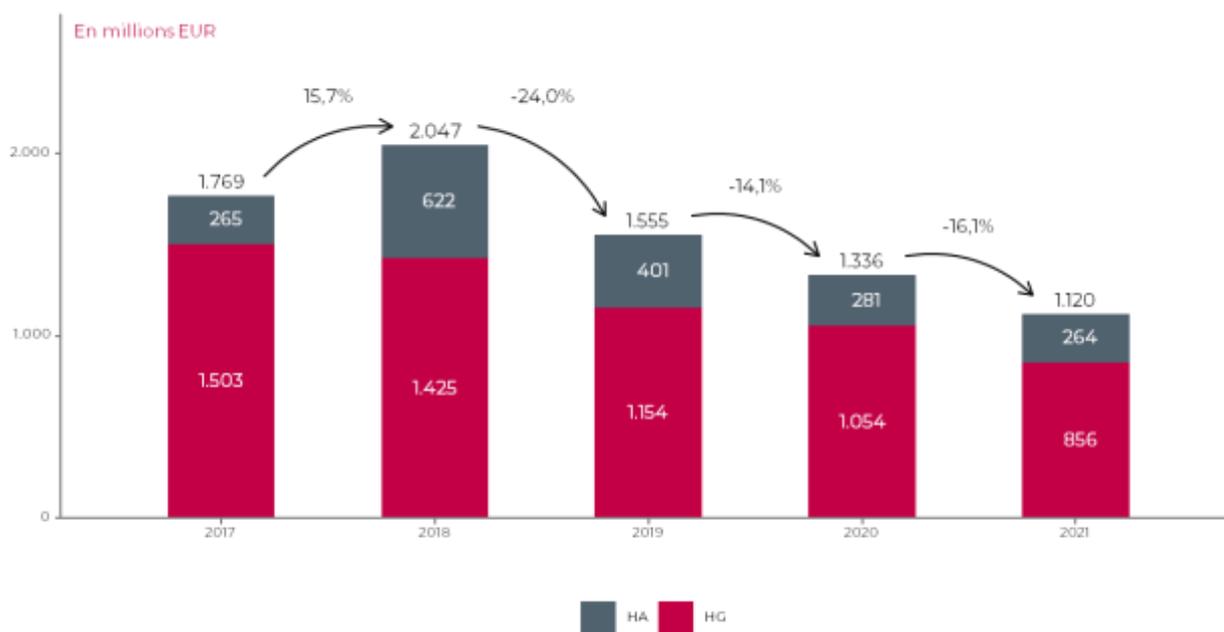


Les investissements bruts sont en baisse depuis plusieurs années et continuent de diminuer en 2021

Depuis trois ans déjà, les investissements bruts des hôpitaux généraux régressent de manière significative. Ils s'établissant à 856 millions en 2021 pour les hôpitaux généraux, soit -25,8% par rapport à 2019, et même -40% par rapport au pic des investissements observé en 2018.

Cette baisse des investissements s'explique en grande partie par le contexte d'incertitudes résultant à la fois de la crise sanitaire et du choc inflationniste que nous connaissons actuellement. Outre un impact sur le coût final des projets (hausse des prix des matériaux, des charges d'intérêts...), les enseignements tirés de la crise sanitaire sont également susceptibles de remettre en question certains projets, et notamment leur dimensionnement sur la base des perspectives d'évolution de l'activité hospitalière. La constitution des réseaux, toujours en phase de concrétisation réelle, constitue certainement un facteur qui influencera le choix futur des projets d'investissement.

Quoi qu'il en soit, le niveau actuel des investissements est certainement insuffisant pour préparer le secteur hospitalier belge à l'organisation des soins du futur, tout en permettant aux hôpitaux de réduire leur empreinte environnementale.



Conclusions : quelles réformes pour le secteur hospitalier ?

Une nouvelle fois, l'analyse MAHA montre que les hôpitaux belges sont dans un équilibre financier précaire, tout en étant confrontés à plusieurs défis de taille en même temps.

Au cours des prochaines années, le secteur hospitalier sera de plus en plus confronté à des défis majeurs, affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement. Outre les évolutions sociétales (vieillesse de la population, numérisation de l'économie, évolution des technologies médicales,...), le secteur hospitalier devra



affronter avec succès la mise en œuvre de nombreuses réformes initiées par le niveau fédéral, que ce soit la constitution de réseaux ou la (les) réforme(s) du financement des hôpitaux (nomenclature, suppléments, hôpital de jour...).

Par ailleurs, des investissements considérables sont nécessaires pour assurer la transformation digitale des hôpitaux, permettre une meilleure circulation des informations et renforcer encore la cybersécurité. En outre, les hôpitaux n'échapperont pas, à terme, aux normes plus strictes en matière d'efficacité énergétique et de durabilité de leurs infrastructures.

Mais l'enjeu fondamental à brève échéance pour le bon fonctionnement de l'hôpital reste le renforcement de l'attractivité pour le personnel soignant qui demeure à ce jour problématique malgré les nombreuses mesures déjà prises par le Gouvernement et qui doivent encore se traduire pleinement sur le terrain.

L'ensemble de ces transformations devront s'opérer dans un cadre budgétaire de plus en plus contraint. Les interventions financières importantes des pouvoirs publics suite à la crise du Covid-19 ont permis au secteur hospitalier de garder la tête hors de l'eau tant en 2020 qu'en 2021 mais la marge de manœuvre pour de nouvelles interventions publiques sera sans doute très limitée.

**Dirk Gyselinck**, membre du comité de direction de Belfius :

*L'emprise de la pandémie sur le secteur hospitalier commençait à peine à se desserrer lorsque 2 nouveaux défis majeurs se sont présentés en ce début d'année: les factures énergétiques toujours plus élevées et une inflation à son plus haut niveau depuis 40 ans. Les hausses de salaires, l'augmentation des coûts de la construction et des équipements médicaux ont exercé une pression supplémentaire sur la santé financière du secteur hospitalier. Tous les acteurs de la santé devront faire preuve de créativité, d'innovation, de vision pour franchir cette période délicate et poursuivre leur mission de soins à la collectivité. Partenaire des hôpitaux depuis des décennies, Belfius veillera à accompagner le secteur dans ses réformes structurelles indispensables à la pérennité de toutes les institutions. Enfin je souhaite une nouvelle fois vivement remercier chaque personne qui au sein de l'hôpital œuvre au service des patients.*

**En savoir plus ?**

Contact presse

Belfius Banque & Assurances

Ulrike Pommee, + 32 (0)2 222 02 57 / [ulrike.pommee@belfius.be](mailto:ulrike.pommee@belfius.be) - [press@belfius.be](mailto:press@belfius.be)

[www.belfius.be](http://www.belfius.be)